

## PARENTS ET ENSEIGNANTS MOBILISES AUX COTES DES LYCEENS : LE MINISTRE DOIT ENTENDRE LES REVENDICATIONS

La situation est très tendue dans de nombreux lycées où l'on assiste à une gradation croissante dans l'expression de la colère des lycéens face à Parcoursup et aux réformes en cours.

Le gouvernement minimise dans sa communication l'ampleur de la colère face aux inégalités que les réformes éducatives ne feront qu'amplifier et, dans le même temps, le ministre de l'Education s'adresse solennellement aux personnels et aux familles pour leur faire part de la gravité d'une situation devenue incontrôlable dans certains établissements.

Les personnels de l'Education Nationale et les parents d'élèves inquiets pour la sécurité des élèves sont mobilisés pour les aider à s'organiser et se protéger afin d'éviter que des manifestations pacifiques ne dégénèrent. Ils feront tout pour que les élèves débattent, s'organisent de manière démocratique à l'abri dans leur établissement et pour éviter toute forme de violence. Des lycéens ont déjà été victimes de blessures graves. Tout doit être fait pour éviter que cela ne se reproduise.

Nous exigeons que soient préservés le droit de manifestation des lycéens y compris mineurs, le respect des individus et des procédures dans le cadre de l'Etat de droit.

Nous condamnons les violences de celles et de ceux qui s'en prennent aux personnes et aux biens, d'où qu'elles viennent y compris des forces de l'ordre.

Par ailleurs, avec beaucoup d'intransigeance et de surdité face aux besoins exprimés et remontés du terrain, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education Nationale, n'apporte aucune réponse satisfaisante aux attentes de la communauté éducative dans son ensemble en matière de réduction des inégalités sociales et scolaires. Les élèves et futurs étudiants doivent pouvoir mener dans tous les territoires les études qu'ils souhaitent entreprendre avec les moyens indispensables pour un service public d'éducation de qualité pour tous. Le ministre Blanquer attise ainsi les colères, porte une grande responsabilité dans la situation actuelle et prend le risque de la multiplication d'incidents qui pourraient s'avérer très graves.

Le gouvernement et son ministre de l'Education doivent enfin faire preuve de responsabilité : il est urgent d'engager un réel dialogue, concret et constructif, en réunissant les représentants des lycéens, les organisations syndicales et les fédérations de parents d'élèves pour reconsidérer Parcoursup et les principes qui le régissent ainsi que toutes les réformes en cours (réformes du lycée, du bac, de la voie pro, de l'entrée dans le supérieur, suppressions de postes...) qui aggraveront les inégalités scolaires et sociales.

Dans l'attente d'un Grenelle de l'Education dès janvier 2019, nous demandons un moratoire sur les réformes en cours.